



**ARRETE TEMPORAIRE PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION DES VEHICULES  
AVENUE VENTADOUR (D1120)  
(ZONE COMMERCIALE CITEA)  
LE 21 MAI 2024  
EN RAISON DE TRAVAUX**

---

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
- Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,
- Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,
- Vu la délibération n°10 du 15 février 2018 relative à la délégation accordée au Maire et aux Adjointes conformément aux articles L.2122.22 et L.2122.18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la demande émise par CINEMA VEO TULLE demeurant 36 AVENUE VENTADOUR 19000 TULLE représentée par Madame AURORE PAGNON mandatant l'entreprise U-NET NETTOYAGE demeurant 32 BOULEVARD DOCTEUR GOUDOUNECHE 19200 USSEL aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,,
- Considérant que des travaux de nettoyage des vitres et des façades du cinéma rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 21/05/2024 AVENUE VENTADOUR (D1120),

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Le 21/05/2024, de 7 h à 19 h, les prescriptions suivantes s'appliquent sur la voie d'accès au parking – haut – de Citéa, des deux côtés, (en-dessous du cinéma au 36 AVENUE VENTADOUR) :

- La circulation des véhicules est interdite de 7 h à 19 h ;
- de 7 h à 19 h, le demandeur sera autorisé à installer une nacelle en-dessous du cinéma, au n° 36 avenue Ventadour afin d'effectuer des travaux de nettoyage des vitres et des façades de l'établissement. ;

Des déviations seront mises en place :

- par la rue de la Marque (accès à la zone commerciale par le quai V. Continsouza)
- par la rue de la Botte

**Pas d'accès traversant pour les véhicules de secours et d'urgence.**

**ARTICLE 2 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le Service Sécurité Domaine Public de la ville de TULLE.

**ARTICLE 3 :** Ces dispositions seront applicables dès la signature du présent arrêté et la mise en place de la signalisation routière.

**ARTICLE 4 :** Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

**ARTICLE 6 :** Copie du présent arrêté est adressé à : CINEMA VEO TULLE - U-NET NETTOYAGE - Services Techniques Municipaux - Hôtel de police - Presse - SMUR - SAMU - CENTRE DE SECOURS TULLE - Tulle aggro Service Transport - CFTA

**ARTICLE 7 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 8 :** Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

**ARTICLE 9 :** Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 10 :** Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Fait à Tulle, le 25/04/2024

Pour le Maire,

Le Maire-adjoint

Michel BOUYOU

